

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Finance (France) > **Finances publiques : premières de cordée ! Vers une société sans services (...)**

Finances publiques : premières de cordée ! Vers une société sans services publics ?

lundi 16 juillet 2018, par [SIMPLON Joséphine](#) (Date de rédaction antérieure : 13 juillet 2018).

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) semble être, pour le gouvernement, l'administration à abattre, et servir ainsi sans aucun doute de modèle pour l'ensemble des services publics.

Après des mois d'insoutenable suspense, le gouvernement a renoncé à rendre public le fameux rapport CAP 22. Les annonces se feront donc ministère par ministère, direction par direction. Sans doute le pouvoir a-t-il pris conscience de la « bombe sociale » qu'il avait entre les mains et a donc choisi de la « désamorcer » en rendant l'attaque moins globale. Mais cela ne veut pas dire qu'il fasse marche arrière dans son projet de transformation structurelle de la société, bien au contraire. Les services publics sont désormais la cible, en particulier ceux des finances publiques.

La Cour des comptes donne le « la »

Pour fêter les dix ans de la DGFIP (issue de la fusion du trésor et des impôts en 2008), à la mode ultra-libérale, la Cour des comptes a publié un rapport sur la DGFIP. Pour les rédacteurs de ce rapport, les 38 000 suppressions de postes, les fermetures de centaines de services de proximité, la détérioration des missions et des conditions de travail des agentEs... ne sont pas suffisants. Il faut aller plus loin, beaucoup plus loin. Et dans ce brûlot à charge de 130 pages, la Cour des comptes propose 17 préconisations allant toutes dans le même sens : la destruction de ce service public. Ces préconisations sont toutes développées avec le même prisme : la dématérialisation.

Peau de chagrin

En effet, pour ces pseudo-sages, pourquoi maintenir des services des impôts des particuliers, des services des impôts des entreprises, des services de publicité foncière, des trésoreries sur tout le territoire quand tout peut se faire via internet y compris le paiement ? Pourquoi maintenir des accueils physiques pour les usagerEs quand ces dernierEs peuvent poser leurs questions soit par internet, soit par téléphone ? Et pour celles et ceux qui veulent vraiment rencontrer des agentEs des finances publiques, ils pourront aller soit dans les maisons des services au public, soit dans leur unique centre des finances publiques départemental. Sans oublier que pour réussir cela, le procureur général de la Cour des comptes a annoncé 30 000 suppressions d'emplois à la DGFIP d'ici à la fin du quinquennat. Et la lutte contre la fraude fiscale ? Là aussi pas besoin d'autant d'agentEs, puisque désormais tout se fait sur liste, au bureau et ne pas oublier que, grâce à Macron, les plus grands fraudeurs ont le droit à l'erreur...

Une société sans services publics ?

Sans grande surprise, les préconisations de la Cour des comptes seront mises en place par ce gouvernement, comme cela a été le cas pour d'autres services publics sous d'autres gouvernements. Les annonces seront faites le 11 juillet prochain. La DGFIP sera une nouvelle fois un cas d'école : sa

quasi-disparition aurait des conséquences désastreuses à la fois pour les usagerEs et les agentEs des Finances publiques. Mais évidemment, de cela, ce gouvernement s'en contrefiche. L'avenir bien sombre de la DGFIP sera celui de tous les services publics, si les agentEs concernés et les usagerEs n'entrent pas en résistance. Nous devons très rapidement, dès la rentrée, préparer une riposte à la hauteur des enjeux, car une société sans services publics est une société plus inégalitaire.

Joséphine Simplon

P.-S.

* Créé le Vendredi 13 juillet 2018, mise à jour Vendredi 13 juillet 2018, 12:18 :

<https://npa2009.org/actualite/services-publics/finances-publiques-premieres-de-cordee>